

Rapport financier 2010

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Saint-Eugène-de-Ladrière

Code géographique : 10075

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire*

Québec 

Rapport du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier

S3

Section I - États financiers

Table des matières	S5
États financiers audités	S6 - S25
Renseignements non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**RAPPORT DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Christiane Berger, atteste la véracité du rapport financier

de Saint-Eugène-de-Ladrière pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010.
(Nom de l'organisme)

Date 2011-05-02 Signature _____

Dernière modification : 2011-05-02 10:34:23

Réservé au ministère

2 773 260	369 466	395 134	1,3783
-----------	---------	---------	--------

Section I - États financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires	
Informations sectorielles (1)	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
Résultats détaillés	
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales	14
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales	15
Charges par objets	16
État des résultats	17
État de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	18
État de la situation financière	19
État des flux de trésorerie	20
Notes complémentaires aux états financiers	21
Autres renseignements complémentaires	
Excédent (déficit) accumulé	22
Avantages sociaux futurs	23
Endettement total net à long terme	24
Renseignements non audités	
Analyse des revenus	25
Analyse des charges	26

(1) Lorsque le rapport financier est non consolidé, les pages concernant les informations sectorielles ne s'impriment pas.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers ci-joints de la Municipalité de St-Eugène-de-Ladrière, qui comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2010, l'état des résultats, l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état des flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité de St-Eugène-de-Ladrière au 31 décembre 2010, ainsi que des résultats de ses activités, de la variation de ses actifs financiers nets (de sa dette nette) et de ses flux de trésorerie pour l'exercice clos à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité de St-Eugène-de-Ladrière inclut dans ses états financiers certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

Les chiffres de l'exercice 2009 ont été audités par un autre auditeur.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

1 Comptable agréé auditeur permis no 19130

DATE 2011-05-02

Dernière modification : 2011-05-02 10:34:23

Réservé au ministère

2 773 260	369 466	395 134	1,3783
-----------	---------	---------	--------

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

DATE _____

Dernière modification : 2011-05-02 10:34:23

Réservé au ministère

2 773 260	369 466	395 134	1,3783
-----------	---------	---------	--------

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Budget 2010		Réalizations 2010		Total	Réalizations 2009
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	392 688	395 134			395 134	378 943
Paiements tenant lieu de taxes	2	60 003	62 522			62 522	60 528
Quotes-parts	3						
Transferts	4	132 751	76 921			76 921	119 876
Services rendus	5	35 900	37 717			37 717	35 900
Imposition de droits	6	2 100	1 640			1 640	139 508
Amendes et pénalités	7	1 000	1 864			1 864	1 608
Intérêts	8	4 700	4 238			4 238	15 028
Autres revenus	9		41 188			41 188	9 477
	10	629 142	621 224			621 224	760 868
Investissement							
Taxes	11						
Quotes-parts	12						
Transferts	13		385 554			385 554	
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14						
Autres	15						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17		385 554			385 554	
	18	629 142	1 006 778			1 006 778	760 868
Charges							
Administration générale	19	106 658	111 860	3 404		115 264	101 167
Sécurité publique	20	63 095	53 239	15 551		68 790	63 572
Transport	21	171 186	149 082	103 542		252 624	228 686
Hygiène du milieu	22	52 885	53 465	45 143		98 608	118 623
Santé et bien-être	23		5 486			5 486	2 842
Aménagement, urbanisme et développement	24	25 265	32 372			32 372	23 436
Loisirs et culture	25	10 400	9 763	8 116		17 879	14 224
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	43 657	46 289			46 289	52 421
Amortissement des immobilisations	28	136 372	175 756	(175 756)			
	29	609 518	637 312			637 312	604 971
Excédent (déficit) de l'exercice	30	19 624	369 466			369 466	155 897

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

		2010		2009
		Budget	Réalizations	Réalizations
Excédent (déficit) de l'exercice	1	19 624	369 466	155 897
Moins: revenus d'investissement	2 (	)	( 385 554) ()
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	19 624	(16 088)	155 897
CONCILIATION À DES FINS FISCALES				
<i>Ajouter (déduire)</i>				
Immobilisations				
Amortissement	4	136 372	175 756	136 649
Produit de cession	5			
(Gain) perte sur cession	6			4 774
Réduction de valeur	7			
	8	136 372	175 756	141 423
Propriétés destinées à la revente				
Coût des propriétés vendues	9		5 486	
Réduction de valeur	10			
	11		5 486	
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales				
Remboursement ou produit de cession	12			
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13			
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			
	15			
Financement				
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16			
Remboursement de la dette à long terme	17 (	182 000 ) (	135 076 ) (	33 627)
	18	(182 000)	(135 076)	(33 627)
Affectations				
Activités d'investissement	19 (	)	206 944 ) (	2 716)
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	26 004		
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	21			
Montant à pourvoir dans le futur	22		(1 345)	(1 345)
Financement des investissements en cours	23			
	24	26 004	(208 289)	(4 061)
	25	(19 624)	(162 123)	103 735
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	26		(178 211)	259 632

RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	2010		2009
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus d'investissement	1	385 554	
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Acquisition			
Administration générale	2 ()()(
Sécurité publique	3 (	)(	231 167)
Transport	4 (	)(	453 326)
Hygiène du milieu	5 (	)(	1 079)
Santé et bien-être	6 ()()
Aménagement, urbanisme et développement	7 ()()
Loisirs et culture	8 (	)(	23 517)
Réseau d'électricité	9 ()()
	10 (	)(	708 010)
Propriétés destinées à la revente			
Acquisition	11 ()()
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	12 ()()
Financement			
Financement à long terme des activités d'investissement	13	214 289	
Affectations			
Activités de fonctionnement	14	206 944	2 716
Excédent accumulé			
Excédent de fonctionnement non affecté	15	26 004	
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	16		
	17	26 004	2 716
	18	26 004	(286 777)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	19	26 004	98 777

**RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
CHARGES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010		2009
		Budget	Réalizations	Réalizations
Rémunération	1	106 445	112 736	101 890
Charges sociales	2	16 765	14 709	13 653
Biens et services	3	239 492	243 193	253 805
Frais de financement				
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge				
De l'organisme municipal	4	42 637	44 713	33 345
D'autres organismes municipaux	5			
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6			18 056
D'autres tiers	7			
Autres frais de financement	8	1 020	1 576	1 020
Contributions à des organismes				
Organismes municipaux				
Quotes-parts	9	53 122	44 629	37 330
Autres	10			
Autres organismes	11	4 665		9 223
Amortissement des immobilisations	12	136 372	175 756	136 649
Autres				
-	13	9 000		
-	14			
-	15			
	16	609 518	637 312	604 971

ÉTAT DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

		Budget 2010	Réalizations	
			2010	2009
Revenus				
Taxes	1	392 688	395 134	378 943
Paiements tenant lieu de taxes	2	60 003	62 522	60 528
Quotes-parts	3			
Transferts	4	132 751	462 475	119 877
Services rendus	5	35 900	37 717	35 900
Imposition de droits	6	2 100	1 640	139 508
Amendes et pénalités	7	1 000	1 864	1 608
Intérêts	8	4 700	4 238	15 028
Autres revenus	9		41 188	9 477
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	629 142	1 006 778	760 869
Charges				
Administration générale	12	109 098	115 264	101 167
Sécurité publique	13	76 226	68 790	63 572
Transport	14	240 692	252 624	228 686
Hygiène du milieu	15	98 028	98 608	118 623
Santé et bien-être	16		5 486	2 842
Aménagement, urbanisme et développement	17	25 265	32 372	23 436
Loisirs et culture	18	16 552	17 879	14 224
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	43 657	46 289	52 421
	21	609 518	637 312	604 971
Excédent (déficit) de l'exercice	22	19 624	369 466	155 898
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		2 403 794	2 247 897
Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	24			
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		2 403 794	2 247 897
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		2 773 260	2 403 795

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S15.

**ÉTAT DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Budget 2010	Réalizations	
			2010	2009
Excédent (déficit) de l'exercice	1	19 624	369 466	155 898
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	) (	708 010 ) (	2 716)
Produit de cession	3			
Amortissement	4	136 372	175 756	136 649
(Gain) perte sur cession	5			4 774
Réduction de valeur	6			
	7	136 372	(532 254)	138 707
Variation des propriétés destinées à la revente	8		5 486	
Variation des stocks de fournitures	9		3 802	(1 149)
Variation des autres actifs non financiers	10			
	11		9 288	(1 149)
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	12	155 996	(153 500)	293 456
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	13		(99 649)	(393 105)
Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	14			
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	15		(99 649)	(393 105)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	16		(253 149)	(99 649)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	332 344	420 563
Placements temporaires	2	133	
Débiteurs (note 5)	3	661 037	419 150
Prêts (note 6)	4		
Placements à long terme (note 7)	5		
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	<u>993 514</u>	<u>839 713</u>
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires	11		
Créditeurs et charges à payer (note 10)	12	60 956	37 862
Revenus reportés (note 11)	13		
Dette à long terme (note 12)	14	1 185 707	901 500
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15		
	16	<u>1 246 663</u>	<u>939 362</u>
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	<u>(253 149)</u>	<u>(99 649)</u>
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 13)	18	3 012 672	2 480 418
Propriétés destinées à la revente (note 14)	19	10 969	16 455
Stocks de fournitures	20	2 768	6 571
Autres actifs non financiers (note 15)	21		
	22	<u>3 026 409</u>	<u>2 503 444</u>
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	<u>2 773 260</u>	<u>2 403 795</u>
Engagements contractuels (note 16)			
Éventualités (note 17)			

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

**ÉTAT DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	369 466	155 898
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	175 756	136 649
Autres			
-	3		4 774
-	4		
	5	545 222	297 321
Variation nette des éléments hors caisse			
Placements temporaires de plus de trois mois	6		
Débiteurs	7	(241 887)	216 994
Autres placements à long terme	8		
Autres actifs financiers	9		
Créditeurs et charges à payer	10	23 094	(25 112)
Revenus reportés	11		
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	12		
Propriétés destinées à la revente	13	5 486	
Stocks de fournitures	14	3 803	(1 149)
Autres actifs non financiers	15		
	16	335 718	488 054
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	17	(708 010)	(2 716)
Produit de cession	18		
	19	(708 010)	(2 716)
Activités d'investissement en prêts, placements à long terme et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	20	()	()
Remboursement ou cession	21		
	22		
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23	469 189	
Remboursement de la dette à long terme	24	(184 982)	(173 300)
Variation nette des emprunts temporaires	25		
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26		
Autres			
-	27		
-	28		
	29	284 207	(173 300)
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie			
	30	(88 085)	312 038
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice			
	31	420 562	108 525
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice¹			
	32	332 477	420 563

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers.

1. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse, du découvert bancaire et des placements temporaires dont l'échéance initiale est de moins de trois mois.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité de Saint-Eugène-de-Ladrière est constituée en vertu du code municipal de la province de Québec.

2. Principales méthodes comptables

A) Périmètre comptable

S/O

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilité d'exercice consiste à reconnaître les revenus et les charges au cours de l'exercice où ont lieu les faits ou les transactions. Ces transactions sont comptabilisées sans égard au moment où les activités sont réglées par un encaissement ou un décaissement ou toute autre façon.

C) Stocks

Les stocks de fournitures sont mesurés à la moindre valeur du coût et de la valeur de remplacement, le coût étant déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

D) Immobilisations

Les éléments incorporels ne sont pas comptabilisés comme actifs dans les états financiers.

Les immobilisations corporelles sont comptabilisées au coût. Les apports reçus sous forme d'immobilisations corporelles sont comptabilisés à la juste valeur à la date de l'apport ou à une valeur symbolique lorsque la juste valeur ne peut être déterminée au prix d'un effort raisonnable.

L'amortissement est calculé en fonction de leur durée de vie utile selon la méthode linéaire et les durées suivantes :

Infrastructures

Hygiène du milieu:

Réseau d'égoûts	40 ans
Conduite d'aqueduc	40 ans
Traitement de l'eau	40 ans
Dépotoirs	40 ans

Transport:

Chemins, trottoirs et rues	40 ans
Surfaçage d'origine ou majeur	15 ans
Système d'éclairage	20 ans

Aménagement de parcs publics	20 ans
------------------------------	--------

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

Bâtiments

Administration - Édifices administratifs	40 ans
Transports - Atelier, garage et entrepôt	40 ans
Améliorations locatives	20 ans
Autres	20 ans

Matériel roulant

Automobiles	10 ans
Machinerie lourde	20 ans
Véhicule de sécurité publique	20 ans

Ameublement et équipement de bureau

Mobilier et équipement de bureau	10 ans
Équipement informatique	5 ans

Équipement et outillage

Équipement de transport	20 ans
Équipement de sécurité publique	10 ans

E) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

F) Avantages sociaux futurs

N/A

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010****G) Montant à pourvoir dans le futur**

Le montant à pourvoir dans le futur correspond à des charges comptabilisées dans l'exercice ou antérieurement qui font l'objet de taxation différée. Il est créé aux fins suivantes à la suite d'un choix exercé par l'organisme municipal et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :

- pour les salaires et les avantages sociaux : sur une période maximale de 20 ans;
- pour les intérêts sur la dette à long terme (nets des montants des débiteurs affectés au remboursement de cette dette) : sur la durée restante des dettes correspondantes.

H) Autres éléments**Propriétés destinées à la revente**

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au coût.

Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants de l'actif et du passif comptabilisés et sur la présentation des éléments d'actif et de passif éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants comptabilisés des produits et des charges au cours de l'exercice. Les résultats réels pourraient différer des résultats estimatifs.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie de la Municipalité sont composés de l'encaisse, du découvert bancaire représentant les chèques en circulation et des instruments financiers très liquides ayant une échéance initiale de trois mois ou moins.

3. Modification de méthodes comptables

N/A

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	2010	2009
4. Encaisse et placements affectés		
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :		
Encaisse	1	
Placements temporaires	2	
Placements à long terme	3	
Note		
<hr/>		
5. Débiteurs		
Taxes municipales	4	22 749
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	451 101
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	40 650
Organismes municipaux	8	
Autres		
- Intérêts courus	9	6 670
- Autres comptes à recevoir	10	139 867
	11	661 037
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	451 101
Organismes municipaux	13	
Autres tiers	14	127 486
	15	578 587
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	
Note		
Risque de crédit		
Deux clients importants représentent 46.05 % du total des taxes municipales à recevoir et des autres comptes à recevoir au 31 décembre 2010.		
<hr/>		
6. Prêts		
Prêts à un office d'habitation	17	
Prêts à un fonds d'investissement	18	
Autres		
-	19	
-	20	
	21	
Note		
<hr/>		
7. Placements à long terme		
Placements à titre d'investissement	22	
Autres placements	23	
	24	
Note		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	2010	2009	
8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25		
(Passif) des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	(_____) (_____)	
	27		
Charge de l'exercice			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28		
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29		
Régimes à cotisations déterminées	30		
Autres régimes (REER et autres)	31		
Régimes de retraite des élus municipaux	32		
	33		
Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.			
9. Autres actifs financiers			
Propriétés destinées à la revente (note 14)	34		
Autres	35		
	36		
Note			
10. Crédoiteurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	42 643	21 355
Salaires et avantages sociaux	38	4 342	2 536
Dépôts et retenues de garantie	39		
Provision pour contestations d'évaluation	40		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Autres			
- Intérêts courus dette It	42	13 971	13 971
-	43		
-	44		
-	45		
-	46		
	47	60 956	37 862
Note			
11. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	48		
Transferts	49		
Autres			
-	50		
-	51		
	52		
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	2010				2009	
12. Dette à long terme	<u>Taux d'intérêt</u>		<u>Échéance</u>			
	<u>de</u>	<u>à</u>	<u>de</u>	<u>à</u>		
Obligations et billets en monnaie canadienne					53	
Obligations et billets en monnaies étrangères					54	
Autres dettes à long terme						
Gouvernement du Québec et ses entreprises					55	
Organismes municipaux					56	
Obligations découlant de contrats de location-acquisition					57	
Autres	3,56	7,52	2015	2020	58	1 185 707
					59	901 500
					60	1 185 707
Frais reportés liés à la dette à long terme					61	901 500

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	<u>Obligations et billets</u>		<u>Autres dettes à long terme</u>		<u>Total 2010</u>
	<u>Avec fonds d'amortissement</u>	<u>Sans fonds d'amortissement</u>	<u>Location-acquisition</u>	<u>Autres</u>	
2011	62	70	78	87	140 451
2012	63	71	79	88	147 432
2013	64	72	80	89	154 337
2014	65	73	81	90	92 209
2015	66	74	82	91	60 078
2016 et +	67	75	83	92	591 200
	68	76	84	93	1 185 707
Intérêts et frais accessoires			85	102	
	69	77	86	94	1 185 707
				103	1 185 707

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

13. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	104		132		159		186	
Eaux usées	105	1 805 703	133		160	(1 060)	187	1 806 763
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	106	996 263	134	453 327	161		188	1 449 590
Autres	107	66 047	135		162	1 060	189	64 987
Réseau d'électricité	108		136		163		190	
Bâtiments	109	298 187	137	23 516	164		191	321 703
Améliorations locatives	110	4 273	138		165		192	4 273
Véhicules	111	466 444	139	231 167	166		193	697 611
Ameublement et équipement de bureau	112	35 511	140		167		194	35 511
Machinerie, outillage et équipement divers	113	139 249	141		168		195	139 249
Terrains	114	10 784	142		169		196	10 784
Autres	115		143		170		197	
	116	<u>3 822 461</u>	144	<u>708 010</u>	171		198	<u>4 530 471</u>
Immobilisations en cours	117		145		172		199	
	118	<u>3 822 461</u>	146	<u>708 010</u>	173		200	<u>4 530 471</u>
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	119		147		174		201	
Eaux usées	120	452 746	148	45 143	175		202	497 889
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	121	378 435	149	70 252	176		203	448 687
Autres	122	43 188	150	3 249	177		204	46 437
Réseau d'électricité	123		151		178		205	
Bâtiments	124	118 826	152	10 951	179		206	129 777
Améliorations locatives	125	1 069	153	214	180		207	1 283
Véhicules	126	213 873	154	35 602	181		208	249 475
Ameublement et équipement de bureau	127	34 149	155	1 361	182		209	35 510
Machinerie, outillage et équipement divers	128	99 757	156	8 984	183		210	108 741
Autres	129		157		184		211	
	130	<u>1 342 043</u>	158	<u>175 756</u>	185		212	<u>1 517 799</u>
VALEUR COMPTABLE NETTE	131	<u>2 480 418</u>					213	<u>3 012 672</u>
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	214		217		219		221	
Amortissement cumulé	215	(_____)	218	(_____)	220	(_____)	222	(_____)
Valeur comptable nette	216	<u>_____</u>					223	<u>_____</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
14. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	224	10 969	16 455
Immeubles industriels municipaux	225		
Autres	226		
	227	10 969	16 455
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	228		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	229	10 969	16 455

Note**15. Autres actifs non financiers**

Frais payés d'avance	230		
Frais reportés			
-	231		
-	232		
	233		

Note**16. Engagements contractuels**

N/A

17. Éventualités**a) Cautionnement et garantie**

N/A

b) Auto-assurance

N/A

c) Poursuites

N/A

d) Autres**Protection de l'environnement**

Les activités de la Municipalité sont assujetties à un large éventail de lois et de règlements généraux et sectoriels sur l'environnement en ce qui a trait à l'évacuation des

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

eaux usées, à la gestion des déchets solides et dangereux, à la protection de la faune et de la flore et à la décontamination des lieux.

La conformité à ces lois et règlements est un facteur fondamental dans la Municipalité, et, elle engage et prévoit continuer à engager des frais considérables liés aux immobilisations corporelles et à l'exploitation de façon à continuer de s'y conformer.

En outre, le fait de ne pas se conformer aux règlements et aux lois applicables au chapitre de la sécurité et de l'environnement, de même qu'aux exigences en matière de permis, pourrait lui valoir des sanctions pénales ou civiles.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

18. Redressement aux exercices antérieurs

N/A

19. Données budgétaires

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par la municipalité.

20. Chiffres comparatifs

Certains chiffres comparatifs ont été reclassés pour se conformer à la présentation de l'exercice courant.

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1	205 897	384 181
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2	61 483	61 483
Montant à pourvoir dans le futur	3 (	9 418 ) (	10 763)
Financement des investissements en cours	4	98 777	
Investissement net dans les éléments à long terme	5	2 416 521	1 968 894
	6	2 773 260	2 403 795

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté			
-	7		
-	8		
-	9		
-	10		
-	11		
-	12		
-	13		
	14		
Réserves financières			
-	15	1 122	1 122
-	16		
-	17		
-	18		
-	19		
	20	1 122	1 122
Fonds réservés			
Fonds de roulement	21		
Fonds parcs et terrains de jeux	22		
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	23		
Société québécoise d'assainissement des eaux	24		
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	25	27 220	27 220
Fonds d'amortissement	26		
Financement des activités de fonctionnement	27		
Autres			
- réservé remb dette lt	28	33 141	33 141
-	29		
-	30		
-	31		
	32	60 361	60 361
	33	61 483	61 483

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2010

	2010	2009
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Montant à pourvoir dans le futur		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	34 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	35 (9 418) ()	(10 763)
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	36 () ()	()
Régimes non capitalisés	37 () ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	38 () ()	()
Autres	39 () ()	()
Régimes non capitalisés	40 () ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41 () ()	()
Autres		
-	42 () ()	()
-	43 () ()	()
	44 (9 418) ()	(10 763)
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	45 98 777	
Investissements à financer	46 () ()	()
	47 98 777	
Investissement net dans les éléments à long terme		
Éléments d'actif		
Immobilisations	48 3 012 672	2 480 418
Propriétés destinées à la revente	49 10 969	16 455
Prêts	50	
Placements à titre d'investissement	51	
Participations dans des entreprises municipales	52	
	53 3 023 641	2 496 873
Éléments de passif		
Dette à long terme	54 1 185 707	901 500
Frais reportés liés à la dette à long terme	55	
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	56 (578 587) ()	(373 521)
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	57 () ()	()
	58 607 120	527 979
Dette en cours de refinancement et autres éléments	59	
	60 607 120	527 979
	61 2 416 521	1 968 894

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 _____	2 _____	3 _____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	<u>2010</u>	<u>2009</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 _____	
Charge de l'exercice	5 (_____)	(_____)
Cotisations versées par l'employeur	6 _____	_____
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>_____</u>	<u>_____</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 _____	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 _____	_____
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 _____	_____
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 _____	
Provision pour moins-value	13 (_____)	(_____)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>_____</u>	<u>_____</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 _____	_____
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 _____	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (_____)	(_____)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 _____	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 _____	_____
	21 _____	
Cotisations salariales des employés	22 (_____)	(_____)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 (_____)	(_____)
	24 _____	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 _____	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26 _____	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27 _____	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28 _____	
Variation de la provision pour moins-value	29 _____	
Autres	30 _____	
-	31 _____	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 _____	_____
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 _____	_____
Rendement espéré des actifs	34 (_____)	(_____)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 _____	_____
Charge de l'exercice	36 <u>_____</u>	<u>_____</u>

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	2010	2009
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(_____) (_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44	
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation (taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45	%
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51	
Autres hypothèses économiques		
-	52	
-	53	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54	55	56

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

	2010	2009
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57	(_____) (_____)
Charge de l'exercice	58	(_____) (_____)
Prestations ou primes versées par l'employeur	59	
Passif à la fin de l'exercice	60	(_____) (_____)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61	(_____) (_____)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63	(_____) (_____)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	2010	2009
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64	
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65	
	66	
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 (_____)	(_____)
	68	
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69	
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72	
Autres		
-	73	
-	74	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	75	
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	76	
Charge de l'exercice	77	

Informations complémentaires

Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79

Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation

(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85		
Autres hypothèses économiques			
-	86		
-	87		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2010	2009
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	89	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

	2010	2009
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 91		

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92 Oui
93 Non

	2010	2009
Nombre d'élus participants à la fin de l'exercice 94		

Description du régime

	2010	2009
Cotisations des élus au RREM 95		
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 96		
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97		
98		

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2010

		Total
Dettes à long terme (note 12)	1	1 185 707
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5	
Autres		
-	6	
-	7	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	8	60 361
Débiteurs	9	578 587
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Actif au titre des avantages sociaux futurs	12	
Autres déductions		
-	13	
-	14	
Endettement net à long terme	15	546 759
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	16	
Communauté métropolitaine	17	
Autres organismes	18	
Endettement total net à long terme	19	546 759
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	20	
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	21	546 759
Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	22	

RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

TAXES		Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
SUR LA VALEUR FONCIÈRE				
Taxes générales				
Taxe foncière générale	1	314 073	315 520	268 035
Taxes spéciales				
Service de la dette	2			8 554
Activités de fonctionnement	3			31 366
Activités d'investissement	4			
Taxes de secteur				
Taxes spéciales				
Service de la dette	5			
Activités de fonctionnement	6			
Activités d'investissement	7			
Autres	8			
	9	314 073	315 520	307 955
SUR UNE AUTRE BASE				
Taxes, compensations et tarification				
Services municipaux				
Eau	10			
Égout	11		7 939	
Traitement des eaux usées	12	7 940		7 800
Matières résiduelles	13	34 315	28 511	28 588
Autres				
-Matières recyclables	14		6 807	
-	15			
-	16			
Centres d'urgence 9-1-1	17			
Service de la dette	18	36 360	36 357	34 600
Activités de fonctionnement	19			
Activités d'investissement	20			
	21	78 615	79 614	70 988
Taxes d'affaires				
Sur l'ensemble de la valeur locative	22			
Autres	23			
	24			
	25	78 615	79 614	70 988
	26	392 688	395 134	378 943

**ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

PAIEMENTS TENANT LIEU DE TAXES	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES			
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement			
Taxes sur la valeur foncière	27		6 599
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	28		
Taxes d'affaires	29		
Compensations pour les terres publiques	30	51 503	51 503
	31	51 503	58 102
Immeubles des réseaux			
Santé et services sociaux	32		
Cégeps et universités	33		
Écoles primaires et secondaires	34	1 900	2 426
	35	1 900	2 426
Autres immeubles			
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux			
Taxes sur la valeur foncière	36		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	37	6 600	6 721
Taxes d'affaires	38		
Biens culturels classés	39		
	40	6 600	6 721
	41	60 003	60 986
			60 528
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES			
Taxes sur la valeur foncière	42		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	43	1 536	
Taxes d'affaires	44		
	45	1 536	
ORGANISMES MUNICIPAUX			
Taxes sur la valeur foncière	46		
Taxes sur une autre base			
Taxes, compensations et tarification	47		
	48		
AUTRES			
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49		
Autres	50		
	51		
	52	60 003	62 522
			60 528

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

TRANSFERTS	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT			
Administration générale	53	100 851	51 549
Sécurité publique			90 246
Police	54		
Sécurité incendie	55		
Sécurité civile	56		
Autres	57		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	58		
Enlèvement de la neige	59		
Autres	60		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	61		
Transport adapté	62		
Transport scolaire	63		
Autres	64		
Transport aérien	65		
Transport par eau	66		
Autres	67		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68		
Réseau de distribution de l'eau potable	69		
Traitement des eaux usées	70		
Réseaux d'égout	71		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	72		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	73		
Tri et conditionnement	74		
Autres	75		
Autres	76		
Cours d'eau	77		
Protection de l'environnement	78		
Autres	79		
Santé et bien-être			
Logement social	80		
Sécurité du revenu	81		
Autres	82		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	83		
Rénovation urbaine	84		
Promotion et développement économique	85		
Autres	86		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	87		
Activités culturelles			
Bibliothèques	88		
Autres	89		
Réseau d'électricité	90		
	91	100 851	51 549
			90 246

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

TRANSFERTS (suite)	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT			
Administration générale	92		
Sécurité publique			
Police	93		
Sécurité incendie	94		
Sécurité civile	95		
Autres	96		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	97	269 972	
Enlèvement de la neige	98		
Autres	99		
Transport collectif			
Transport en commun			
Transport régulier	100		
Transport adapté	101		
Transport scolaire	102		
Autres	103		
Transport aérien	104		
Transport par eau	105		
Autres	106		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107		
Réseau de distribution de l'eau potable	108		
Traitement des eaux usées	109		
Réseaux d'égout	110		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	111	57 791	
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	112	57 791	
Tri et conditionnement	113		
Autres	114		
Autres	115		
Cours d'eau	116		
Protection de l'environnement	117		
Autres	118		
Santé et bien-être			
Logement social	119		
Sécurité du revenu	120		
Autres	121		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	122		
Rénovation urbaine	123		
Promotion et développement économique	124		
Autres	125		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	126		
Activités culturelles			
Bibliothèques	127		
Autres	128		
Réseau d'électricité	129		
	130	385 554	

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

TRANSFERTS (suite)		Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	131			
Péréquation	132	25 300	25 372	27 887
Réorganisation municipale	133			
Neutralité	134			
Diversification des revenus	135			
Compensation provenant de la taxe de vente du Québec	136	6 600		1 743
Programme d'aide financière aux MRC	137			
Autres	138			
	139	31 900	25 372	29 630
TOTAL DES TRANSFERTS	140	132 751	462 475	119 876

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

SERVICES RENDUS	Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES			
MUNICIPAUX			
Administration générale			
Application de la loi	141		
Évaluation	142		
Autres	143		
	144		
Sécurité publique			
Police	145		
Sécurité incendie	146		
Sécurité civile	147		
Autres	148		
	149		
Transport			
Réseau routier			
Voirie municipale	150		
Enlèvement de la neige	151		
Autres	152		
Transport collectif	153		
Autres	154		
	155		
Hygiène du milieu			
Eau et égout			
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156		
Réseau de distribution de l'eau potable	157		
Traitement des eaux usées	158		
Réseaux d'égout	159		
Matières résiduelles			
Déchets domestiques et assimilés	160		
Matières recyclables			
Collecte sélective			
Collecte et transport	161		
Tri et conditionnement	162		
Autres	163		
Autres	164		
Cours d'eau	165		
Protection de l'environnement	166		
Autres	167		
	168		
Santé et bien-être			
Logement social	169		
Autres	170		
	171		
Aménagement, urbanisme et développement			
Aménagement, urbanisme et zonage	172		
Rénovation urbaine	173		
Promotion et développement économique	174		
Autres	175		
	176		
Loisirs et culture			
Activités récréatives	177		
Activités culturelles			
Bibliothèques	178		
Autres	179		
	180		
Réseau d'électricité	181		
	182		

ANALYSE DES REVENUS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

SERVICES RENDUS (suite)		Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	183			
Sécurité publique	184			
Transport				
Réseau routier	185	35 900	37 717	35 900
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	186			
Transport adapté	187			
Transport scolaire	188			
Autres	189			
Autres	190			
Hygiène du milieu	191			
Santé et bien-être	192			
Aménagement, urbanisme et développement	193			
Loisirs et culture	194			
Réseau d'électricité	195			
	196	35 900	37 717	35 900
TOTAL DES SERVICES RENDUS	197	35 900	37 717	35 900
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	198	300	265	284
Droits de mutation immobilière	199	1 500	1 211	139 224
Droits sur les carrières et sablières	200			
Autres	201	300	164	
	202	2 100	1 640	139 508
AMENDES ET PÉNALITÉS	203	1 000	1 864	1 608
INTÉRÊTS	204	4 700	4 238	15 028
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	205			(4 774)
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	206			
Gain (perte) sur cession de placements	207			
Contributions des promoteurs	208			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	209			
Contributions des organismes municipaux	210			
Autres	211		41 188	14 251
	212		41 188	9 477

**ANALYSE DES CHARGES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Budget 2010	Réalizations 2010		Total	Réalizations 2009
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE						
Conseil	1	27 695	27 989		27 989	17 810
Application de la loi	2	1 000	793		793	982
Gestion financière et administrative	3	55 150	61 568	3 404	64 972	55 887
Greffé	4	1 400				592
Évaluation	5	10 078	10 068		10 068	8 919
Gestion du personnel	6					
Autres	7	11 335	11 442		11 442	16 977
	8	106 658	111 860	3 404	115 264	101 167
SÉCURITÉ PUBLIQUE						
Police	9	30 000	29 951		29 951	30 177
Sécurité incendie	10	33 095	23 288	15 551	38 839	33 395
Sécurité civile	11					
Autres	12					
	13	63 095	53 239	15 551	68 790	63 572
TRANSPORT						
Réseau routier						
Voirie municipale	14	69 942	62 454	83 102	145 556	127 779
Enlèvement de la neige	15	96 200	82 011	19 276	101 287	95 157
Éclairage des rues	16	4 600	4 173	1 164	5 337	5 652
Circulation et stationnement	17					98
Transport collectif						
Transport en commun	18	444	444		444	
Transport aérien	19					
Transport par eau	20					
Autres	21					
	22	171 186	149 082	103 542	252 624	228 686

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	<u>Budget 2010</u>		<u>Réalisations 2010</u>		<u>Total</u>	<u>Réalisations 2009</u>
	<u>Sans ventilation de l'amortissement</u>	<u>Sans ventilation de l'amortissement</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>			
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	400	303		303	300
Réseau de distribution de l'eau potable	24					
Traitement des eaux usées	25	7 940	7 999	44 285	52 284	54 332
Réseaux d'égout	26			858	858	858
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	15 750	28 028		28 028	28 521
Élimination	28	11 795	96		96	4 429
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	11 500	11 315		11 315	24 920
Tri et conditionnement	30	5 500	5 603		5 603	5 263
Matières organiques						
Collecte et transport	31					
Traitement	32					
Matériaux secs	33		96		96	
Autres	34					
Plan de gestion	35					
Autres	36					
Cours d'eau	37					
Protection de l'environnement	38		25		25	
Autres	39					
	40	52 885	53 465	45 143	98 608	118 623
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41		5 486		5 486	
Sécurité du revenu	42					
Autres	43					2 842
	44		5 486		5 486	2 842
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	17 400	12 407		12 407	16 333
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	3 280	14 350		14 350	
Tourisme	49	2 500	2 500		2 500	
Autres	50	2 085	3 115		3 115	2 000
Autres	51					5 103
	52	25 265	32 372		32 372	23 436

ANALYSE DES CHARGES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

		Budget 2010		Réalisations 2010		Réalisations 2009
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total	
LOISIRS ET CULTURE						
Activités récréatives						
Centres communautaires	53					
Patinoires intérieures et extérieures	54	2 000	1 515		1 515	1 655
Piscines, plages et ports de plaisance	55					
Parcs et terrains de jeux	56	1 500	883	2 085	2 968	1 446
Parcs régionaux	57					
Expositions et foires	58					
Autres	59	3 000	3 435		3 435	2 787
	60	6 500	5 833	2 085	7 918	5 888
Activités culturelles						
Centres communautaires	61	920	920	5 817	6 737	5 318
Bibliothèques	62	2 980	3 010	214	3 224	3 018
Patrimoine						
Musées et centres d'exposition	63					
Autres ressources du patrimoine	64					
Autres	65					
	66	3 900	3 930	6 031	9 961	8 336
	67	10 400	9 763	8 116	17 879	14 224
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ						
FRAIS DE FINANCEMENT						
Dettes à long terme						
Intérêts	69	42 637	44 713		44 713	51 401
Autres frais	70					
Autres frais de financement						
Avantages sociaux futurs	71					
Autres	72	1 020	1 576		1 576	1 020
	73	43 657	46 289		46 289	52 421
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS						
	74	136 372	175 756	(175 756)		

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	31
Conciliation des revenus de taxes	32
Revenus admissibles	33
Calcul du taux global de taxation réel	34
Évaluation non ajustée des immeubles imposables	34
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations par catégories	36
Acquisition d'immobilisations d'infrastructures d'eau	36
Analyse de la dette à long terme	37
Analyse de la charge de quotes-parts	38
Analyse de la rémunération	39
Analyse de l'activité « Eau et égout »	39
Analyse du coût des services municipaux	40
Acquisition d'immobilisations par objets	41
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé	42
Fonds de roulement - Capital autorisé	43
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	44
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales	45
Taux des taxes	46
Questionnaire	48
Autres données	49
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2012	50
Transmission électronique du rapport financier	51

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2010 de la ville de Sainte-Anne-des-Monts (ci-après «la municipalité»). Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2010 de la municipalité a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19) [176 du Code municipal du Québec (L.R.Q., chapitre C-27.1)]. En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

1 Comptable agréé auditeur permis no 19130

DATE 2011-05-02

Dernière modification avant dépôt : 2011-05-02 10:34:23

Dernière modification : 2011-05-02 10:34:23

Réservé au ministère

2 773 260	369 466	395 134	1,3783
-----------	---------	---------	--------

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1		395 134
Ajouter			
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., c. F-2.1) ci-après citée LFM	2		
Déduire			
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1)	3		
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4		
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5		
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6		
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7		
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative			
Montant relatif aux taxes foncières	8		
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9		10
Revenus de taxes	11		395 134

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

REVENUS ADMISSIBLES

Revenus de taxes	1		395 134
Ajouter			
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière	2		
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales	3		
Total partiel	4		395 134
Déduire			
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)			
Taxes d'affaires	5		
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6		
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7		
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8		
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9		10
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	11		395 134

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2010 ²	1	28 582 500
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2010 ²	2	28 754 100
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	28 668 300

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	395 134
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	28 668 300
Taux global de taxation réel de 2010	6	| 1 | , | 3 | 7 | 8 | 3 | / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

À remplir uniquement si la municipalité applique la mesure de l'étalement de la variation des valeurs imposables découlant de l'entrée en vigueur du rôle (articles 253.27 à 253.35 LFM)

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2010 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2010 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Budget 2010	Réalizations 2010	Réalizations 2009
IMMOBILISATIONS			
Infrastructures			
Conduites d'eau potable	1		
Usines de traitement de l'eau potable	2		
Usines et bassins d'épuration	3		1 637
Conduites d'égout	4		
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	453 326	
Ponts, tunnels et viaducs	7		
Système d'éclairage des rues	8		
Aires de stationnement	9		
Parcs et terrains de jeux	10		
Autres infrastructures	11		
Réseau d'électricité	12		
Bâtiments			
Édifices administratifs	13		
Édifices communautaires et récréatifs	14	23 517	
Améliorations locatives	15		
Véhicules			
Véhicules de transport en commun	16		
Autres	17	231 167	
Ameublement et équipement de bureau	18		
Machinerie, outillage et équipement divers	19		
Terrains	20		
Autres	21		1 079
	22	708 010	2 716

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS D'INFRASTRUCTURES D'EAU
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

Infrastructures existantes			
Conduites d'eau potable	23		
Usines de traitement de l'eau potable	24		
Usines et bassins d'épuration	25		1 637
Conduites d'égout	26		
Infrastructures pour nouveau développement			
Conduites d'eau potable	27		
Usines de traitement de l'eau potable	28		
Usines et bassins d'épuration	29		
Conduites d'égout	30		
	31		1 637

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Solde au 1 ^{er} janvier		Augmentation		Diminution		Solde au 31 décembre
Dettes à long terme								
Obligations et billets en monnaie canadienne	1		24		47		70	
Obligations et billets en monnaies étrangères	2		25		48		71	
Autres dettes à long terme								
Gouvernement du Québec								
et ses entreprises	3		26		49		72	
Organismes municipaux	4		27		50		73	
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5		28		51		74	
Autres	6	901 500	29	469 189	52	184 982	75	1 185 707
	7	901 500	30	469 189	53	184 982	76	1 185 707
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :								
Par la municipalité								
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme								
Excédent de fonctionnement affecté	8		31		54		77	
Réserves financières et fonds réservés	9	60 361	32		55		78	60 361
Montant à la charge								
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres								
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	10		33		56		79	
De la municipalité (Société de transport en commun)	11	467 618	34	79 141	57		80	546 759
	12		35		58		81	
	13	527 979	36	79 141	59		82	607 120
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)								
Débiteurs								
Gouvernement du Québec et ses entreprises	14	373 521	37	77 580	60		83	451 101
Organismes municipaux	15		38		61		84	
Autres tiers	16		39	127 486	62		85	127 486
Autres	17		40		63		86	
	18	373 521	41	205 066	64		87	578 587
Prêts	19		42		65		88	
	20	373 521	43	205 066	66		89	578 587
	21	901 500	44	284 207	67		90	1 185 707
Déduire								
Dette en cours de refinancement	22		45		68		91	
	23	901 500	46	284 207	69		92	1 185 707

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Budget 2010	Réalisations 2010	Réalisations 2009
Administration générale				
Application de la loi	1			
Évaluation	2	9 978	9 978	8 847
Autres	3	7 655	7 655	7 379
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	8 185	8 184	15 893
Sécurité civile	6			
Autres	7	18 760	5 814	
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	444	444	
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	55	54	108
Cours d'eau	13			
Protection de l'environnement	14			
Autres	15		170	
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	3 280	3 108	
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	2 500	2 500	3 019
Autres	21	2 085	3 115	2 084
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22			
Activités culturelles	23	180	3 607	
Réseau d'électricité				
	24			
	25	53 122	44 629	37 330

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Effectifs personnes/ année ²		Semaine normale (heures)		Rémunération		Charges sociales		Total ¹
Administration municipale										
Cadres et contremaîtres	1	2,00	11	37,5	18	35 317	28	7 058	38	42 375
Professionnels	2		12		19		29		39	
Cols blancs	3		13		20		30		40	
Cols bleus	4	4,00	14	40	21	60 233	31	6 797	41	67 030
Policiers	5		15		22		32		42	
Pompiers	6		16		23		33		43	
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7		17		24		34		44	
	8	6,00			25	95 550	35	13 855	45	109 405
Élus	9	7,00			26	17 186	36	854	46	18 040
	10	13,00			27	112 736	37	14 709	47	127 445

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Ainsi, certaines informations relatives à la rémunération et aux charges sociales sont remplacées par des astérisques à l'impression du document, s'il y a lieu.

**ANALYSE DE L'ACTIVITÉ « EAU ET ÉGOUT »
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Revenus de transfert		
	Gouvernement du Québec	Gouvernement du Canada	Total
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	48	52	56
Réseau de distribution de l'eau potable	49	53	57
Traitement des eaux usées	50	54	58
Réseaux d'égout	51	55	59

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Administration générale											
Application de la loi	1	793	27		53	793	79		105	793	131
Évaluation	2	10 068	28		54	10 068	80		106	10 068	132
Autres	3	100 999	29	3 404	55	104 403	81		107	104 403	133
	4	111 860	30	3 404	56	115 264	82		108	115 264	134
Sécurité publique											
Police	5	29 951	31		57	29 951	83		109	29 951	135
Sécurité incendie	6	23 288	32	15 551	58	38 839	84		110	38 839	136 6 309
Sécurité civile	7		33		59		85		111		137
Autres	8		34		60		86		112		138
	9	53 239	35	15 551	61	68 790	87		113	68 790	139 6 309
Transport											
Réseau routier											
Voirie municipale	10	62 454	36	83 102	62	145 556	88	37 717	114	107 839	140 8 916
Enlèvement de la neige	11	82 011	37	19 276	63	101 287	89		115	101 287	141
Autres	12	4 173	38	1 164	64	5 337	90		116	5 337	142
Transport collectif	13	444	39		65	444	91		117	444	143
Autres	14		40		66		92		118		144
	15	149 082	41	103 542	67	252 624	93	37 717	119	214 907	145 8 916
Hygiène du milieu											
Eau et égout											
Approvisionnement et traitement de l'eau potable											
Réseau de distribution de l'eau potable	16	303	42		68	303	94		120	303	146
Traitement des eaux usées	17		43		69		95		121		147
Réseaux d'égout	18	7 999	44	44 285	70	52 284	96		122	52 284	148 30 346
Matières résiduelles	19		45	858	71	858	97		123	858	149
Déchets domestiques et assimilés	20	28 124	46		72	28 124	98		124	28 124	150 345
Matières recyclables	21	17 014	47		73	17 014	99		125	17 014	151 344
Autres	22		48		74		100		126		152
Cours d'eau	23		49		75		101		127		153
Protection de l'environnement	24	25	50		76	25	102		128	25	154
Autres	25		51		77		103		129		155
	26	53 465	52	45 143	78	98 608	104		130	98 608	156 31 035

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux		Frais de financement	
Santé et bien-être												
Logement social	157	5 486	172	187	5 486	202	217	5 486	232			
Sécurité du revenu	158		173	188		203	218		233			
Autres	159		174	189		204	219		234			29
	160	5 486	175	190	5 486	205	220	5 486	235			29
Aménagement, urbanisme et développement												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	12 407	176	191	12 407	206	221	12 407	236			
Rénovation urbaine	162		177	192		207	222		237			
Promotion et développement économique	163	19 965	178	193	19 965	208	223	19 965	238			
Autres	164		179	194		209	224		239			
	165	32 372	180	195	32 372	210	225	32 372	240			
Loisirs et culture												
Activités récréatives	166	5 833	181	2 085	7 918	211	226	7 918	241			
Activités culturelles												
Bibliothèques	167	3 010	182	214	3 224	212	227	3 224	242			
Autres	168	920	183	5 817	6 737	213	228	6 737	243			
	169	9 763	184	8 116	17 879	214	229	17 879	244			
Réseau d'électricité	170		185	200		215	230		245			
	171	415 267	186	175 756	591 023	216	37 717	553 306	246			46 289

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	708 010	2 716
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	708 010	2 716

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

		2010	2009
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	384 181	153 804
Redressement aux exercices antérieurs	2	(73)	
Solde redressé au début de l'exercice	3	384 108	153 804
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	(178 211)	259 632
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		
Activités d'investissement	6		
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	7		(29 255)
Montant à pourvoir dans le futur	8		
Financement des investissements en cours	9		
	10	(178 211)	230 377
Solde à la fin de l'exercice	11	205 897	384 181
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	12	61 483	32 228
Redressement aux exercices antérieurs	13		
Solde redressé au début de l'exercice	14	61 483	32 228
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	15		
Activités d'investissement	16		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	17		29 255
Financement des investissements en cours	18		
	19		29 255
Solde à la fin de l'exercice	20	61 483	61 483

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

	2010	2009
Montant à pourvoir dans le futur		
Solde au début de l'exercice	21 (10 763)	(12 108)
Redressement aux exercices antérieurs	22	
Solde redressé au début de l'exercice	23 (10 763)	(12 108)
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	24 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	25 ()	()
Autres	26 ()	()
Régimes non capitalisés	27 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites		
d'enfouissement	28 ()	()
Autres	29 ()	()
	30 ()	()
Diminution de l'exercice	31 1 345	1 345
	32 1 345	1 345
Solde à la fin de l'exercice	33 (9 418)	(10 763)
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	34	
Redressement aux exercices antérieurs	35	
Solde redressé au début de l'exercice	36	
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	37 98 777	
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	38	
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	39	
	40	
	41 98 777	
Solde à la fin de l'exercice	42 98 777	
Investissement net dans les éléments à long terme		
Solde au début de l'exercice	43 1 968 894	2 073 973
Redressement aux exercices antérieurs	44	
Solde redressé au début de l'exercice	45 1 968 894	2 073 973
Variation de l'exercice	46 447 627	(105 079)
Solde à la fin de l'exercice	47 2 416 521	1 968 894

**FONDS DE ROULEMENT
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u> </u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u> </u> 2	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u> </u> 3	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u> </u> 4	<u> </u>
	5	<u> </u>
Diminution	<u> </u> 6	<u> </u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u> </u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	Solde au 1^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre	
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement				
Montant non réservé	1	2	3	4	5	6	7	
Montant réservé pour le service de la dette	8	27 220 9	10	11	12	13	14	27 220
	15	27 220 16	17	18	19	20	21	27 220

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	2010		2009
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	() () ()
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	() () ()
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	() () ()
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	27		
Montant à pourvoir dans le futur	28		
Financement des investissements en cours	29		
	30		
	31		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	32		

**TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

Taxes sur la valeur foncière**Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	<input type="text" value="1"/> , <input type="text" value="1"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	<input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	<input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	<input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles industriels	5	<input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	<input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	<input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	<input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	<input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	<input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	<input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles industriels	12	<input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	<input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	<input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	<input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	<input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	<input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	<input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles industriels	19	<input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	<input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	<input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	<input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	<input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	<input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	<input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles industriels	26	<input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	<input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	<input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels

(Montant fixe)

	Par unité de logement	
Eau	1	[] [] 7 | 7 , [] 3 | 0 \$
Égout	2	[] 3 | 4 | 5 , [] 6 | 0 \$
Eau et égout	3	[] [] [] , [] [] \$
Traitement des eaux usées	4	[] [] [] , [] [] \$
Matières résiduelles	5	[] 1 | 8 | 8 , [] 0 | 0 \$

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 [] [] , [] [] [] [] %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code¹	Préciser
--------------------	-------------	-------------------------	-----------------

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
 2 - du mètre carré
 3 - du mètre linéaire
 4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
 6 - % de la valeur locative
 7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010**

	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne d'organismes contrôlés.	1 <input type="checkbox"/>	2 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input type="checkbox"/>	4 <input checked="" type="checkbox"/>	
2. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8)?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2010	7		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2010 des engagements en vertu du règlement concerné	8		\$
3. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	11		\$
b) autres formes d'aide	12		\$
4. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2010 pour des exploitations agricoles enregistrées?	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	15	48 883 \$	
5. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	18		\$
6. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	19	20	20 <input type="checkbox"/>

AUTRES DONNÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2010

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 155, principale
 (no) (rue)
St-Eugène-de-Ladrière G0L 1P0
 (Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 869-2582
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 869-2582
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel ladriere@globetrotter.net

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Christiane Berger

Téléphone (418) 869-2582
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 869-2582
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel ladriere@globetrotter.net

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Stéphane Doiron

Titre CA

Adresse 287, Pierre Saindon, bureau 402
 (no) (rue)
Rimouski G5L 9A7
 (Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 724-4136
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 723-3308
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel sdoiron@deloitte.ca

Responsable du dossier Stéphane Doiron

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
 (no) (rue)
 _____ (Municipalité) _____ (Code postal)

Téléphone _____
 (ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
 (ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

CERTIFICAT SUR LA RICHESSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2012

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2010

Facteur comparatif

Valeur uniformisée

1
2
3 _____

CERTIFICAT DU GREFFIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Je soussigné(e), _____ (Nom) _____ (Fonction)

déclare que les renseignements ci-dessus concernant la richesse foncière de la municipalité aux fins de la péréquation de 2012 sont exacts.

(Signature)

(Date)

Dernière modification avant dépôt : 2011-05-02 10:34:23

Dernière modification : 2011-05-02 10:34:23

Réservé au ministère

2 773 260	369 466	395 134	1,3783
-----------	---------	---------	--------

TRANSMISSION ÉLECTRONIQUE DU RAPPORT FINANCIER

Je soussigné(e), _____, atteste que le rapport financier
 (Nom)
 de Saint-Eugène-de-Ladrière pour l'exercice terminé le 31 décembre 2010, déposé lors
 (Nom de l'organisme)
 de la séance du conseil du _____, a été transmis de façon électronique au
 (Date)
 ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire le _____.
 (Date)

Cette transmission a été effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 369 466 \$

Le montant des revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel
 à la page S34 ligne 4 est de 395 134 \$

Signature _____ Date _____

Dernière modification avant dépôt : 2011-05-02 10:34:23

Dernière modification : 2011-05-02 10:34:23

Réservé au ministère

2 773 260	369 466	395 134	1,3783
-----------	---------	---------	--------

RAPPORT FINANCIER 2010 - MUNICIPALITÉS LOCALES

Transmission électronique du document

- Rendez-vous, à partir de la table des matières, à la page S57 « Transmission électronique du rapport financier »;
- Assurez-vous que votre document est finalisé et valide; faites les corrections au besoin;
- Appuyez sur le bouton « Déposer »;
- Suivez les étapes à l'écran;
- Transmettez au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire les versions « papier » dûment remplies et signées des documents suivants :
 1. Rapport du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier (page S3);
 2. Rapport de l'auditeur indépendant sur les états financiers (page S6);
 3. Rapport du vérificateur général sur les états financiers (page S6.1);
(pour les municipalités de 100 000 habitants et plus)
 4. Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel (page S31);
 5. Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2012 (page S56);
(pour les municipalités qui reçoivent des revenus en vertu de l'article 222 LFM)
 6. Transmission électronique du rapport financier (page S57).

- L'envoi de ces documents doit être fait au :

Service de l'information financière et de la vérification

Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

10, rue Pierre-Olivier-Chauveau, 1^{er} étage

Québec (Québec) G1R 4J3

Vous n'avez pas à transmettre le formulaire du rapport financier version « papier ». Le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire considère comme officiel le document transmis électroniquement lorsque les documents « papier », spécifiés ci-dessus, sont reçus.

Attention

Avant d'envoyer les documents « papier » ci-haut mentionnés, veuillez vous assurer de la concordance des quatre (4) chiffres preuves et de la date et de l'heure de la dernière modification apparaissant dans le bas des pages, avec ceux du document financier électronique que vous allez transmettre. La validation de ces informations procure au Ministère l'assurance que la version électronique qu'il détient correspond à celle qui a fait l'objet de l'attestation. Veuillez vous référer à l'exemple ci-dessous pour en connaître la signification.

Exemple :

A) 7 200 000

B) 6 800 000

C) 6 500 000

D) 1,4444

A) Excédent (déficit) accumulé (page S20 ligne 23)

B) Excédent (déficit) de l'exercice (page S18 ligne 22)

C) Revenus admissibles TGT réel (page S34 ligne 4)

D) Taux global de taxation réel de 2009 (page S34 ligne 6)